



INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE

ÉTATS FINANCIERS

31 août 2024



INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE

ÉTATS FINANCIERS

31 août 2024

CONTENU

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	
État des résultats	2
État de l'évolution de l'actif net	3
État de la situation financière	4
État des flux de trésorerie	5
Notes complémentaires	6 - 10
Annexe : État des résultats par département	11

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de l'Institut Guy-Lacombe de la Famille

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut Guy-Lacombe de la Famille, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 août 2024, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et de l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut Guy-Lacombe de la Famille au 31 août 2024, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux normes comptables pour organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables pour organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre:

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons-en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.



- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Edmonton, AB
23 octobre 2024

Bergeron & Co. Comptables Professionnels Agréés



INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE
ÉTAT DES RÉSULTATS
Pour l'exercice se terminant le 31 août 2024

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
PRODUITS		
Alberta Children's Services	\$ 511,806	\$ 519,933
Frais de garde	119,766	107,885
Autres subventions (Note 7)	97,914	103,215
Patrimoine canadien	68,459	64,583
Casino	35,885	32,882
Ventes	17,958	9,980
Jeunesse Canada au travail	11,411	14,580
Carrière d'été (EDSC)	8,821	-
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles (Note 8)	4,797	10,432
Adhésions	3,625	4,416
Intérêts	1,442	1,450
	<u>881,884</u>	<u>869,356</u>
CHARGES		
Salaires et charges sociales	454,072	490,664
Location de bureau (Note 9)	173,092	174,823
Fournitures	70,127	58,821
Contractuels	64,343	44,168
Frais de bureau	10,572	9,373
Amortissement des immobilisations corporelles	10,331	12,935
Honoraires professionnels	9,847	8,200
Entretien et réparations	9,187	10,144
Déplacements	8,748	12,038
Location d'équipement	6,360	6,360
Publicité et promotion	4,784	1,895
Assurances	4,211	4,148
Téléphone	4,088	4,146
Frais bancaires	3,675	2,140
Créances irrécouvrables	92	-
	<u>833,529</u>	<u>839,855</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	\$ <u>48,355</u>	\$ <u>29,501</u>

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

2.

INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE
 ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
 Pour l'exercice se terminant le 31 août 2024

ACTIF NET	Investi en immobilisations	Affecté (Note 10)	Non-affecté	Total 2024	Total 2023
Solde au début	\$ 6,616	\$ 56,519	\$ 186,636	\$ 249,771	\$ 220,269
Excédent des produits sur les charges	(5,534)	-	53,889	48,355	29,501
Affectation d'origine interne	-	30,000	(30,000)	-	-
Solde à la fin	\$ 1,082	\$ 86,519	\$ 210,525	\$ 298,126	\$ 249,770


INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
31 août 2024



	<u>2024</u>	<u>2023</u>
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse (Note 3)	\$ 595,375	\$ 475,278
Comptes à recevoir (Note 4)	25,487	19,825
Taxe sur les produits et services à recevoir	16,238	8,949
Frais payés d'avance	<u>2,803</u>	<u>1,303</u>
TOTAL DE L'ACTIF À COURT TERME	639,903	505,355
PARTS SOCIALES DANS LA CAISSE SERVUS CREDIT UNION LTD.	1,820	1,726
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 5)	<u>22,527</u>	<u>26,942</u>
TOTAL DE L'ACTIF	<u>\$ 664,250</u>	<u>\$ 534,023</u>
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Comptes fournisseurs et charges à payer	\$ 32,451	\$ 18,008
Salaires et cotisations sociales à payer	14,046	14,864
Apports reportés (Note 6)	<u>298,183</u>	<u>231,055</u>
TOTAL DU PASSIF À COURT TERME	344,680	263,927
APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 8)	<u>21,444</u>	<u>20,326</u>
TOTAL DU PASSIF	<u>366,124</u>	<u>284,253</u>
ACTIF NET		
Actif net investi en immobilisations corporelles	1,082	6,616
Actif net grevé d'affectation (Note 10)	86,519	56,519
Actif net non grevé d'affectation	<u>210,525</u>	<u>186,636</u>
TOTAL DE L'ACTIF NET	<u>298,126</u>	<u>249,771</u>
TOTAL DU PASSIF ET DE L'ACTIF NET	<u>\$ 664,250</u>	<u>\$ 534,024</u>

Approuvé par les Administrateurs:

 , Administrateur

 , Administrateur

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers.



INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
Pour l'exercice se terminant le 31 août 2024

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges	\$ 48,355	\$ 29,501
Additionner (déduire):		
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	10,331	12,935
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	(4,797)	(10,432)
Produit d'intérêt réinvesti	<u>(95)</u>	<u>(66)</u>
Changement net des éléments sans effet sur la trésorerie	53,794	31,938
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Comptes clients	112	(361)
Subventions à recevoir	(5,774)	(7,510)
Frais payés d'avance	(1,500)	2,236
Comptes fournisseurs et charges à payer	14,444	3,002
Salaires et cotisations sociales à payer	(818)	3,304
Apports reportés	67,128	(33,850)
Taxes sur les produits et services	<u>(7,289)</u>	<u>5,866</u>
	<u>120,097</u>	<u>4,625</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Encaissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	<u>5,915</u>	<u>16,400</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achats d'immobilisations corporelles	<u>(5,915)</u>	<u>(16,400)</u>
Augmentation nette de l'encaisse	120,097	4,625
Encaisse au début de l'exercice	<u>475,278</u>	<u>470,653</u>
Encaisse à la fin de l'exercice	<u>\$ 595,375</u>	<u>\$ 475,278</u>

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

5.

INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 août 2024



1. OBJECTIF DE L'ORGANISME ET DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

L'Institut Guy-Lacombe de la famille œuvre au plein épanouissement de l'unité familiale. Il est constitué selon les provisions du « Societies Act » de l'Alberta. En vertu de son statut d'organisme sans but lucratif, il est exonéré des impôts sur les revenus conformément à la loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

Les produits de subvention représentent 79 % des revenus de l'Institut (2023 - 81 %).

2. MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers de l'Institut ont été préparés conformément aux normes comptables pour organismes sans but lucratif et les principales méthodes comptables suivantes ont été appliquées:

Utilisation d'estimations

- a) Dans la préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit procéder à des estimations telles que la durée de vie utile, l'amortissement des immobilisations ainsi que sur les montants des revenus et des charges de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

- b) La politique de l'Institut consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie le solde bancaire et les dépôts à terme dont l'échéance est inférieure à trois mois à compter de leurs dates d'acquisition.

Immobilisations corporelles

- c) Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties annuellement sur leur durée de vie utile estimative à l'aide des taux et méthodes présentés ci-dessous, à l'exception de l'année d'acquisition où le taux est réduit de moitié.

Meubles et équipements	5 ans	Amortissement linéaire
Ressources du centre	5 ans	Amortissement linéaire
Améliorations locatives	5 ans	Amortissement linéaire
Logiciel bibliothèque	5 ans	Amortissement linéaire

Lorsqu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme pour l'Institut, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle doit être comptabilisé en charges dans l'état des résultats.

Dépréciation

- d) Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration soit directement, soit par l'ajustement du compte provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 août 2024



Apports reçus sous forme de biens et services

- e) Les bénévoles consacrent plusieurs heures par année à aider l'Institut à assurer la prestation de ses services. En raison de la difficulté de déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas comptabilisés dans les états financiers. Les apports sous forme de matériaux sont évalués à leur juste valeur lorsque celle-ci peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Comptabilisation des produits

- f) L'Institut applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports (subventions). Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les apports relatifs aux immobilisations corporelles sont comptabilisés à titre d'apports reportés puis amortis de la même façon que les immobilisations auxquelles ils se rapportent.

Les frais de garde, les ventes et les adhésions sont constatés à titre de produits au moment où la vente ou l'évènement a lieu.

Instruments financiers

- g) L'Institut évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations entre apparentés qui sont évalués à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon le cas. L'Institut évalue ultérieurement tous ses actifs et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des comptes clients, des subventions à recevoir et des parts sociales dans la caisse Servus Credit Union Ltd.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des comptes fournisseurs et charges à payer.

Les coûts de transactions relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'actif ou du passif financier et comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Répartition des frais de soutien administratifs

- h) L'Institut répartit les coûts de soutien administratif à chaque département en déterminant la base appropriée pour l'imputation de chaque dépense et applique cette base de façon constante chaque année. Les dépenses telles que les salaires, loyer et frais de bureau sont répartis selon les montants alloués par les bailleurs de fonds ainsi que du budget approuvé par le conseil d'administration.

INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 août 2024



3. ENCAISSE GREVÉE D'AFFECTION

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Encaisse non grevée d'affectations	\$ <u>210,673</u>	\$ <u>187,704</u>
Encaisse grevée d'affectations		
<u>Externes - Apports reportés (Note 6)</u>		
Casino	\$ 111,732	\$ 68,274
Autres subventions reportées	<u>186,451</u>	<u>162,781</u>
Total de l'encaisse grevée d'affectations externes	<u>298,183</u>	<u>231,055</u>
<u>Internes (Note 10)</u>		
Fonds de remplacement des immobilisations	<u>86,519</u>	<u>56,519</u>
Total de l'encaisse grevée d'affectations internes	<u>86,519</u>	<u>56,519</u>
Total de l'encaisse grevée d'affectations	<u>384,702</u>	<u>287,574</u>
Total de l'encaisse	<u>\$ 595,375</u>	<u>\$ 475,278</u>

4. COMPTES À RECEVOIR

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Comptes clients	\$ 4,198	\$ 4,310
Subventions à recevoir	<u>21,289</u>	<u>15,515</u>
	<u>\$ 25,487</u>	<u>\$ 19,825</u>

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	<u>Coût</u>	<u>Amortissement Cumulé</u>	<u>Valeur comptable nette</u>	
			<u>2024</u>	<u>2023</u>
Meubles et équipements	\$ 206,976	\$ 195,929	\$ 11,047	\$ 10,166
Ressources du centre	291,361	291,361	-	1,770
Améliorations locatives	109,038	109,038	-	246
Logiciel bibliothèque	<u>110,968</u>	<u>99,488</u>	<u>11,480</u>	<u>14,760</u>
	<u>\$ 718,343</u>	<u>\$ 695,816</u>	<u>\$ 22,527</u>	<u>\$ 26,942</u>

INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 août 2024

6. APPORTS REPORTÉS

	<u>Solde au début</u>	<u>Fonds reçus</u>	<u>Fonds utilisés</u>	<u>Solde à la fin</u>
Casino	\$ 68,274	\$ 81,883	\$ (38,426)	\$ 111,731
Alberta Children's Services	96,717	507,500	(500,000)	104,217
Patrimoine Canada	35,000	97,046	(72,046)	60,000
Société Santé en français	11,344	69,322	(58,431)	22,235
Croix rouge	15,220	19,992	(35,212)	-
ACS - Affordability	4,500	8,404	(12,904)	-
	<u>\$ 231.055</u>	<u>\$ 784.147</u>	<u>\$ (717.019)</u>	<u>\$ 298.183</u>

7. AUTRES SUBVENTIONS

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Société Santé en français	\$ 58,432	\$ 53,469
La Société Canadienne de la Croix-Rouge	33,982	44,746
Fédération de la jeunesse canadienne-française	5,500	3,500
Ville d'Edmonton	-	1,500
	<u>\$ 97,914</u>	<u>\$ 103,215</u>

8. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports reportés liés aux immobilisations corporelles représentent les immobilisations et les apports affectés à l'achat des immobilisations corporelles. Les changements dans le solde des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles pour la période sont comme suit :

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Solde au début	\$ 20,326	\$ 14,358
Nouveaux apports reçus :		
Patrimoine canadien	3,587	-
La Société Canadienne de la Croix-Rouge	1,230	-
Family Resource Network	1,098	-
Casino	-	14,350
Société Santé en français	-	2,050
Apports amortis aux produits	<u>(4,797)</u>	<u>(10,432)</u>
Solde à la fin	<u>\$ 21,444</u>	<u>\$ 20,326</u>

INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 août 2024

9. ENGAGEMENTS

L'Institut a conclu un bail pour des espaces de bureau venant à échéance le 30 juin 2029. Les paiements annuels futurs se répartissent comme suit :

2025	102,622
2026	102,622
2027	102,622
2028	102,622
2029	<u>85,518</u>
	<u>\$ 496.006</u>

10. AFFECTATION DE L'ACTIF NET

Le conseil d'administration de l'Institut a affecté une réserve pour les immobilisations de l'Institut. En 2024, les membres du conseil d'administration ont approuvé un transfert à la réserve de 30 000 \$. Le total de l'actif net affecté à la fin de l'année s'agit de 86 519 \$ (2023- 56 519 \$).

11. INSTRUMENTS FINANCIERS

L'Institut, par l'intermédiaire de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. Les risques importants sont détaillés ci-après.

Risque de crédit :

Les principaux risques de crédit pour la société sont liés aux comptes clients et aux subventions à recevoir.

Risque de liquidité :

L'Institut est exposé à ce risque principalement en regard à ses comptes fournisseurs et charges à payer.

INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE
État des résultats par département
Pour l'exercice se terminant le 31 août 2024

	Croix Rouge	Family Resource Network	Programmation de base	Petite Enfance en Santé	Services complémentaires	Total
PRODUITS						
Alberta Children's Services	-	498,902	-	-	12,903	511,806
Frais de garde	-	-	-	-	119,766	119,766
Autres subventions (Note 7)	33,983	-	5,500	58,431	-	97,914
Patrimoine canadien	-	-	68,459	-	-	68,459
Casino	-	-	35,885	-	-	35,885
Ventes	-	-	970	-	16,988	17,958
Jeunesse Canada au travail	-	-	-	-	11,411	11,411
Carrière d'été (EDSC)	-	-	-	-	8,821	8,821
Amortissement des apports reportés	-	-	-	-	-	-
afférents aux immobilisations corporelles (Note 8)	-	-	4,797	-	-	4,797
Adhésions	-	-	3,625	-	-	3,625
Intérêts	-	-	741	-	701	1,442
	33,983	498,902	119,977	58,431	170,590	881,884

CHARGES						
Salaires et charges sociales	3,526	283,970	53,639	15,525	97,412	454,072
Location de bureau (Note 9)	5,330	153,000	14,377	40	346	173,092
Fournitures	13,329	21,944	3,767	12,233	18,854	70,127
Contractuels	6,333	14,164	14,326	26,549	2,971	64,343
Frais de bureau	463	1,886	3,121	1,719	3,383	10,572
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	10,331	-	-	10,331
Honoraires professionnels	-	9,127	720	-	-	9,847
Entretien et réparations	-	-	9,187	-	-	9,187
Déplacements	2,039	6,550	75	-	85	8,748
Location d'équipement	1,590	1,590	1,590	1,590	-	6,360
Publicité et promotion	27	1,723	2,474	-	560	4,784
Assurances	-	2,826	-	-	1,385	4,211
Téléphone	38	2,091	845	314	800	4,088
Frais bancaires	-	30	2,252	461	932	3,675
Créances irrécouvrables	-	-	92	-	-	92
	32,675	498,901	116,795	58,431	126,727	833,529

EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	1,308	1	3,182	-	43,862	48,355
--	-------	---	-------	---	--------	--------

